

Pastoralisme méditerranéen : état des lieux et perspectives pour huit régions méditerranéennes

*Bilan d'une des composantes du programme
européen Pastomed*

Extrait de la synthèse coordonnée
par Edmond TCHAKERIAN (Institut de l'élevage)

Cet article, bilan d'une des composantes du programme européen Pastomed, permet d'avoir un diagnostic intéressant sur la situation du pastoralisme en Méditerranée. Le pastoralisme est très directement lié au devenir des zones d'arrière-pays et de montagnes méditerranéennes, en y maintenant une activité économique indispensable au développement de ces territoires. Malgré des divergences régionales, les questions relatives à son avenir restent très proches.

Introduction

Durant trois années, de 2005 à 2007, s'est déroulée la première phase du programme européen Interreg IIIC Pastomed « *Traditions et modernité du pastoralisme méditerranéen : connaissance et reconnaissance des rôles du pastoralisme dans le développement durable des territoires ruraux méditerranéens* ».

Le projet a fédéré une trentaine d'organismes partenaires issus de huit régions méditerranéennes de l'Union européenne : Abruzzes et Sardaigne en Italie, Epire en Grèce, Andalousie en Espagne, Alentejo et Entre Douro et Minho au Portugal, Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur en France.

Pastomed a travaillé sur trois axes :

- élaborer une connaissance mutuelle des conditions et des caractéristiques de l'élevage pastoral,
- analyser les politiques publiques appliquées à l'élevage pastoral,
- identifier et partager les actions régionales les plus innovantes pour le pastoralisme.

Ces travaux ont mobilisé des chercheurs, des ingénieurs et techniciens ; mais surtout — et c'est là une donnée essentielle de Pastomed — ils ont impliqué en continu des éleveurs responsables professionnels issus de chacune des huit régions.

Le document qui suit constitue un extrait de l'état des lieux sur le contexte et les perspectives d'avenir de l'élevage pastoral des huit régions Pastomed¹.

1 - L'ensemble des publications issues du programme Pastomed sont disponibles sur le site internet www.pastomed.org et sur un cdrom que vous pouvez vous procurer sur simple demande :
Mél : secretariat_mre@orange.fr

L'élevage pastoral méditerranéen : éléments de définition et problématiques

L'élevage des herbivores dans la zone méditerranéenne (limitée ici à la rive nord européenne) donne généralement lieu à des représentations spécifiques. Même s'il existe des secteurs de production intensive (notamment en plaine et souvent avec des fourrages irrigués), la vision d'élevages extensifs à dominante pastorale, prévaut en général.

Cet élevage pastoral véhicule une image de tradition en lien avec des pratiques (les unes disparues ou en voie de disparition, les autres toujours présentes) et avec des métiers (le berger) qui s'y rattachent. Cette image est certes parfois connotée négativement, un peu passéiste, mais elle rappelle aussi un capital culturel qui est loin d'être négligeable.

Cette image ne doit surtout pas masquer que le pastoralisme est en pleine évolution, en particulier depuis une vingtaine d'années, avec des enjeux de filière et de territoire très présents, eux aussi en évolution, même si ces enjeux, leur appréhension et leur expression actuelles sont assez différents d'une région européenne à l'autre.

Des milieux et des territoires particuliers

L'élevage pastoral, c'est d'abord un type d'élevage qui utilise des parcours pour une part plus ou moins importante de l'alimentation des troupeaux.

Ces parcours sont des milieux particuliers qui, à l'inverse des surfaces fourragères comme les fourrages annuels, les prairies temporaires ou les prairies naturelles, se prêtent peu ou pas aux pratiques mécanisées classiques, telles que la fauche, et dont les ressources alimentaires sont donc, en l'état, exclusivement mobilisables par le pâturage.

Souvent désignés comme des espaces naturels, ils sont le produit d'interventions passées et présentes (du défrichement des forêts originelles à l'action de la dent de l'animal en passant par les gyrobroyages d'entretien) qui, combinées à leurs contextes géographique, topographique et écologique, expliquent leur grande diversité. A une échelle territoriale, cela peut aller des milieux semi-arides aux pelouses d'altitude de montagne ; à l'échelle d'une exploitation, des landes de qualité, aux landes boisées, en passant par les sous-bois d'été.

Outre l'importance de leur superficie, les parcours présentent des caractères spécifiques fortement explicatifs de leur mode de gestion et des questions qui les concernent :

- ils supportent une grande variété de couverts végétaux (friches, anciens prés et pelouses plus ou moins herbeuses, landes plus ou moins embroussaillées, bois plus ou moins fermés) et une grande variété des modes d'exploitation par le pâturage (saisons et "intensité" d'utilisation, conduite en parcs ou en gardiennage, etc.) ;

- ils donnent lieu à des usages ou sont l'objet d'enjeux multiples. Parmi ces usages et ces enjeux : pâturage bien sûr, mais aussi, chasse, randonnées, exploitation forestière, biodiversité, etc. Enjeux à la réponse des-

Carte :
Les huit régions
du programme Pastomed



quels une gestion pastorale adaptée peut participer ; que ce soit par rapport à la prévention des risques environnementaux (incendies, érosion...), ou encore à la préservation des paysages, etc.

– les combinaisons entre nature des propriétaires de ces espaces (communaux, domaniaux, territoires de réserves naturelles, propriété privée...) et les modes de faire-valoir (“faire-valoir direct”, location pluriannuelle, bail oral...) sont très diverses selon les régions et à l’intérieur de chaque région. Lorsque le statut foncier est précaire ou lorsque l’utilisation pastorale est collective et non organisée, la gestion à long terme des ressources peut poser problème.

Grâce à la capacité de l’élevage à tirer parti de milieux dits difficiles et progressivement abandonnés par les cultures, le pastoralisme garde, dans certaines régions, la capacité d’offrir des alternatives pour lutter contre la déprise et la désertification des zones d’arrière-pays et de montagne méditerranéennes, avec le maintien d’activités économiques, sociales et culturelles.

A cet effet, les différentes réformes de la Politique agricole commune (PAC), qui mettent en avant de façon de plus en plus nette les aspects environnementaux et de développement rural, devraient avantager cette forme d’élevage. A condition que les mesures soient adaptées et tiennent compte des contextes locaux et qu’il y ait une volonté professionnelle et politique de tirer parti des rôles territoriaux potentiels du pastoralisme.

Car si les conditions de consolidation ou d’accompagnement des systèmes d’élevage ne sont pas présentes, la “difficulté” des milieux, sur les plans naturel mais aussi social et économique, a entraîné et entraînera des phénomènes d’abandon ou de délocalisation de la production.

C’est un des enjeux du pastoralisme méditerranéen.

Une activité agricole

L’élevage pastoral c’est aussi et surtout une activité agricole complexe, qui s’appuie sur une diversité de ressources à combiner dans l’année en cherchant à ajuster offre du territoire et demande des troupeaux.

L’artificialisation réduite des milieux, le caractère naturel des espaces utilisés, offrent une possibilité de valorisation des produits (lait, viande et, avec la diversification, produits transformés) qui peuvent alors reven-

diquer d’être l’expression de terroirs, en relation avec les images positives (pour beaucoup de consommateurs) véhiculées par les produits issus du monde pastoral.

Les analyses qui ont été conduites dans le cadre du programme illustrent les différences d’approche actuelles des régions quant à leur positionnement technique, réglementaire et de politique publique pour l’avenir. C’était l’un des objectifs du programme Pastomed que d’éclairer ces situations et les questions à poser collectivement.

Le contexte général des régions Pastomed

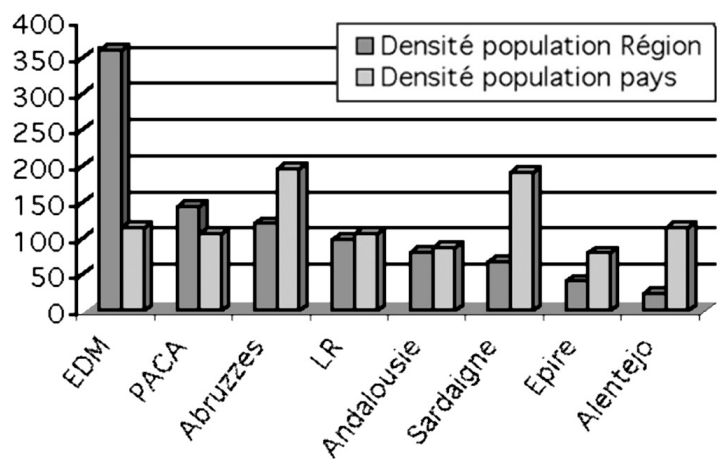
Les contextes généraux des régions Pastomed présentent une diversité plus ou moins forte selon les domaines.

Les densités de population

Mis à part les extrêmes de l’Entre Douro e Minho (350 hab./km²) à l’Epire (41) et à l’Alentejo (moins de 25), la variabilité de densité de population est d’amplitude limitée (Cf. Fig. 1) : entre 70 et 140 habitants/km².

On note cependant une variabilité intrarégionale qui peut souvent être très forte, en particulier entre les zones littorales d’un côté et les arrière-pays ou la montagne de l’autre ; et aussi entre les pôles urbains ou péri-urbains d’une part et le rural “isolé” de l’autre. Cette situation n’est pas sans effet sur les enjeux “élevage” des régions concernées, les éleveurs pastoraux se retrouvant souvent dans des contextes socio-économiques difficiles : faible densité de population, de services, etc.

Fig. 1 :
Densité de population (hab./km²) des régions Pastomed
Sources : recensements population, année moyenne 2000



La part des différents secteurs économiques

L'étude de la part des différents secteurs économiques (Cf. Fig. 2) révèle une majorité d'emplois dans le tertiaire (excepté l'Épire et l'Entre Douro e Minho). Elle montre le peu de poids de l'agriculture dans la valeur ajoutée régionale. Lorsque l'on sait que la production issue de l'élevage représente souvent moins de la moitié de la valeur ajoutée "agricole", on peut faire l'hypothèse que l'enjeu de l'élevage, et de l'élevage pastoral en particulier, se jouera difficilement dans la plupart des régions sur le seul plan de l'économie des filières.

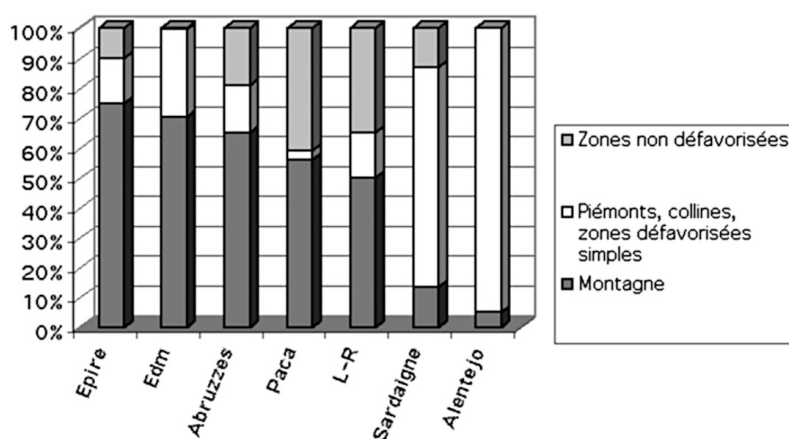
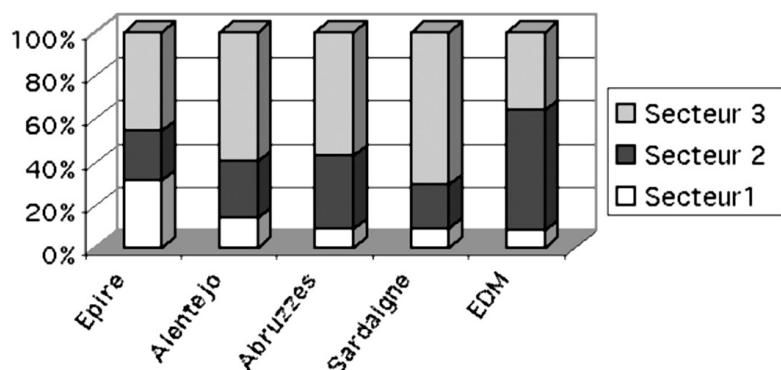
La dominante de zones défavorisées et le poids de la montagne

Le poids des zones défavorisées est partout manifeste et, au sein de ces zones, la montagne domine souvent (Cf. Fig. 3).

Dans les régions Pastomed, l'importance des secteurs "difficiles" et la forte opposition littoral / arrière-pays, avec une tendance continue à la dépopulation du second au pro-

Fig. 2 (ci-dessous) :
Part des secteurs économiques dans les emplois régionaux

Fig. 3 (en bas) :
Répartition du territoire régional en zonage "handicap naturel"



fit du premier, présentent des risques de s'accroître là où les collectivités territoriales ne voient pas d'enjeux particuliers à une désertification et à une déprise. Notamment si elles parient quasi-exclusivement sur les activités de la plaine et du littoral, avec (péri)urbanisation galopante et développement des services (dont tourisme).

Les élevages pastoraux étant préférentiellement situés dans les secteurs défavorisés, la poursuite de l'abandon de vastes surfaces concernées par cette activité d'élevage n'est pas sans poser question, à terme plus ou moins lointain, sur les équilibres territoriaux. Avec, à la clé, des pertes de valeur (biodiversité, paysage, potentiel touristique, vie rurale et culturelle, etc.) et un accroissement des risques environnementaux.

A noter que les zones intermédiaires, de collines ou de piémonts, ont longtemps été le siège d'exploitations diversifiées (cultures-élevages notamment, avec parfois des unités d'élevage intensif), mais connaissent aussi, dans certains secteurs, des évolutions négatives par rapport à leur population et aux activités.

L'importance des espaces à valeur paysagère et environnementale

La part des espaces d'intérêt "naturel" est relativement importante dans les régions Pastomed.

Nous avons évalué le pourcentage d'espaces terrestres (par rapport au territoire total de la région) relevant des directives "Oiseaux" et "Habitats, Faune, Flore" qui constituent le réseau Natura 2000 et celui des espaces de parcs (régionaux ou nationaux) ou de réserves naturelles particulières.

Pour quatre régions, le pourcentage des espaces Natura 2000 (Cf. Fig. 4) dépasse les 30% (jusqu'à 38% pour les Abruzzes, dont 29% du territoire est par ailleurs couvert par des parcs).

Vu que ces zones à forts enjeux environnementaux correspondent assez souvent à des secteurs qu'utilisent ou que pourraient revendiquer les éleveurs, cela n'est pas sans conséquences pour l'élevage pastoral :

– l'accès à certains espaces (forestiers bien sûr, mais pas uniquement) pour le pâturage des animaux est très restreint sous prétexte de risques de dégradation. C'est notamment

le cas des Abruzzes et de l'Andalousie. Mais les exemples des régions françaises illustrent qu'il y a là tout un champ de recherche de références, de communication, de diffusion, d'organisation partenariale (entre éleveurs, gestionnaires de territoires, environnementalistes, forestiers...) pour faire reconnaître les impacts positifs sur ces territoires que l'on peut attendre de modes de pâturage adaptés ;

– ces espaces peuvent être attractifs pour toute une population à la recherche de nature, d'où des concurrences possibles en matière d'usage, mais aussi sur le foncier, concurrences la plupart du temps défavorables à l'élevage. A l'opposé, cette attractivité présente plusieurs atouts dont peuvent/pourraient se saisir les exploitants. Sur le plan de la production, il y a l'image "porteuse" des produits issus de ces territoires. Des expériences existent : "authentiques du Parc des Cévennes" (bœuf de Pâques, agneaux de parcours), "*prodotti pastorali dei Parchi d'Abruzzo*" (*ricotta, pecorino, carne di agnello, salamelle di traturio*). De même, la présence touristique peut offrir l'occasion de la vente directe ou encore d'une diversification agritouristique (fermes auberges, tables d'hôtes, gîtes, accompagnement de groupes...).

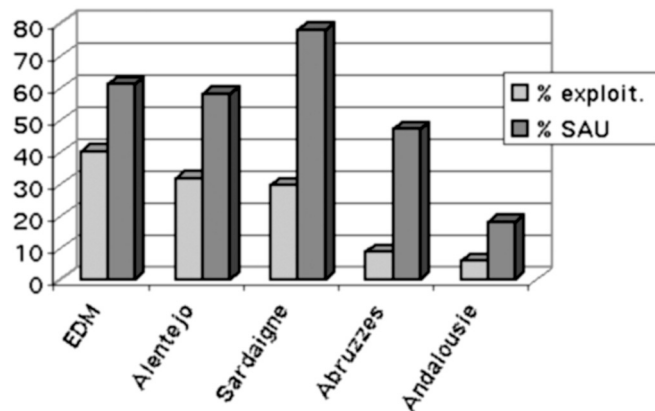
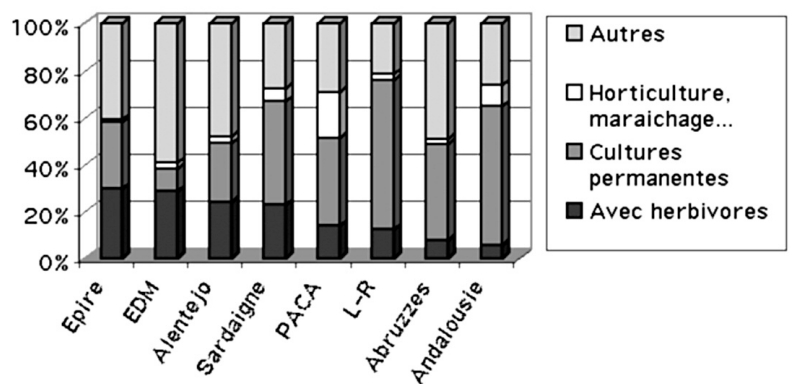
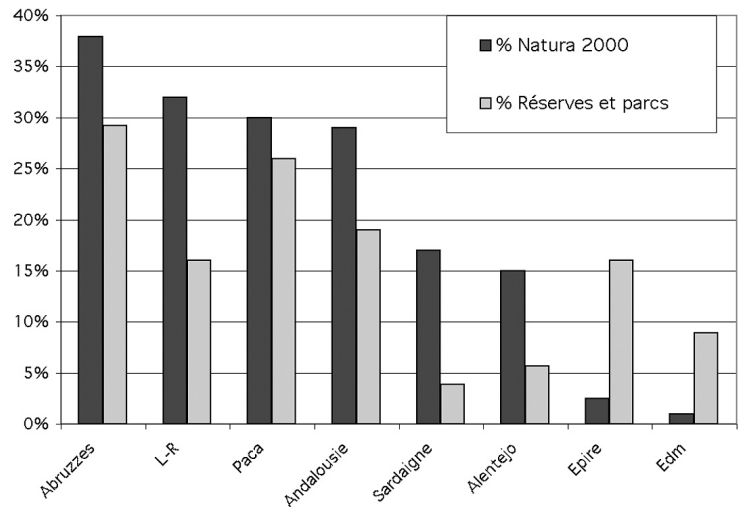
La présence importante d'espaces à haute valeur environnementale et de zones classées "montagne" ou "défavorisées" est une caractéristique commune aux régions Pastomed. Ces zones sont également celles où seul l'élevage pastoral, parfois avec l'exploitation forestière, peut revendiquer d'exercer une activité économique agricole. Il y a donc ici un point fort de convergence entre les régions sur la thématique de la valorisation pastorale de ces espaces et de l'intérêt que cela peut représenter pour la société.

Le contexte agricole

Si l'on considère les orientations des exploitations (Cf. Fig. 5), l'élevage est, dans la plupart des régions, minoritaire sinon marginal par rapport à la population des exploitations agricoles.

Cependant, rapportée à la surface agricole utilisée (SAU), la hiérarchie évolue (Cf. Fig. 6).

Ainsi, pour la plupart des régions Pastomed, l'emprise territoriale des activités d'élevage est donc loin d'être négligeable : ces



dernières marquent sans conteste le paysage. Et cela, d'autant plus que ces activités sont souvent localisées dans des secteurs (arrière-pays, montagne) où elles sont majoritaires sur le plan agricole : l'usage du sol et le devenir des espaces correspondants sont alors très liés à l'élevage pastoral.

De haut en bas :

Fig. 4 : Pourcentage des espaces régionaux sous Natura 2000, réserves et parcs

Fig. 5 : Répartition des exploitations par OTEX¹ (en %)

Fig. 6 : Part des exploitations avec herbivores en % des exploitations et en % de la SAU

1 - OTEX : Orientation technico-économique d'exploitation : fondée sur un calcul des poids respectifs des différentes productions d'une exploitation donnée, elle définit son type (spécialisé sur telle production, ou combinant telles spéculations).

Le contexte « élevage »

Bien qu'il soit relativement difficile de bien distinguer ce qui relève de l'élevage pastoral de ce qui relève de l'élevage en général, on peut noter :

– **un poids de l'élevage variable** suivant les différentes régions (Cf. Fig. 7) ;

– **un éventail d'équilibres entre espèces** : on trouve une très forte dominante ovine, lait comme en Epire et Sardaigne, ou viande comme en PACA ; bovine, comme en Languedoc-Roussillon (mais le gros du cheptel bovin est dans le département de la Lozère, dans les secteurs de montagne humide et donc non méditerranéens) ou dans l'Entre Douro e Minho (qui par bien des aspects n'a pas de spécificité méditerranéenne très marquée). L'Andalousie et l'Epire se distinguent par leur cheptel caprin (Cf. Fig. 8 et 9).

Da haut en bas :

Fig. 7 :

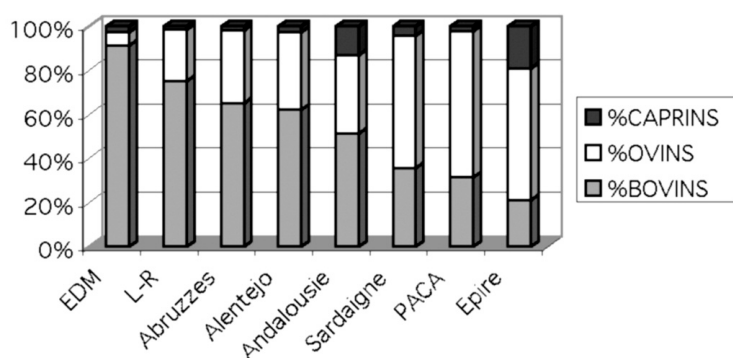
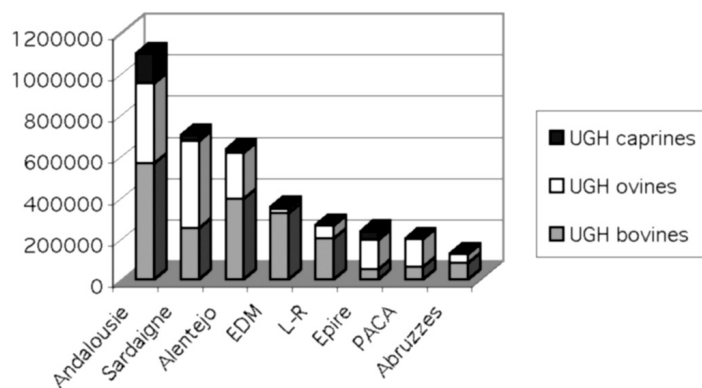
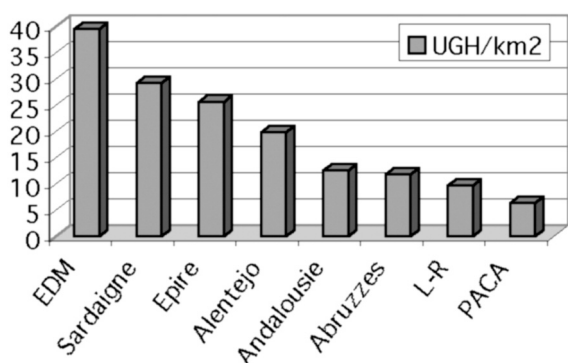
Densités « élevage » régionales (UGH/km²)
UGH :
Unité gros herbivore²

Fig. 8 :

Les cheptels régionaux (en UGH)

Fig. 9 :

Répartition des UGH entre espèces



Le caractère “petits ruminants dominants” de l'élevage méditerranéen est donc à relativiser dans les régions Pastomed, et ce, d'autant plus que la filière bovine viande a connu récemment des évolutions très positives dans quelques régions (Alentejo et Languedoc-Roussillon notamment).

– **des évolutions contrastées** (Cf. Fig. 10), entre le début des années 90 et le début des années 2000, on constate une assez grande disparité entre :

* des régions dont l'effectif d'UGH² (Unité gros herbivore) diminue de façon sensible, comme les Abruzzes, l'Entre Douro e Minho et la Sardaigne. Dans les deux premières citées, la réduction du nombre d'exploitations d'élevage de petite taille, et souvent tenues par des éleveurs âgés, a été très forte. Il convient de noter, et c'est un phénomène qui n'est pas spécifique à ces deux régions, une chute plus accentuée dans les secteurs de montagne, en parallèle avec l'affaiblissement de certaines pratiques (transhumance, gardiennage sur des terres collectives, modes d'élevage traditionnels, etc.). Pour la Sardaigne, des chiffres plus récents montreraient une réduction encore plus marquée du cheptel ovin lait ;

* à l'opposé, deux régions se distinguent par une augmentation significative du nombre d'UGH : l'Alentejo et le Languedoc-Roussillon. Ce sont les effectifs bovins viande qui sont à l'origine de ces performances ;

* dans toutes les régions, Andalousie exceptée, le cheptel caprin connaît des décroissances qui trouvent leur origine à la fois dans la cessation d'activités d'éleveurs âgés, dans des problèmes de reprises et dans la spécialisation et l'intensification de la production pour les exploitants plus jeunes qui se sont modernisés.

– **des tailles d'élevages** fortement liées aux contextes régionaux et aux types de production (Cf. Fig. 11). Ainsi en moyenne, les ateliers bovins sont nettement plus importants que ceux des autres espèces. Toujours en moyenne, on peut noter la très faible taille des ateliers caprins (10 à 33 caprins en

2 - UGH : Unité Gros Herbivore. Dans les statistiques traitées, la plupart du temps nous n'avons pu récupérer que le nombre de bovins, ovins, caprins et non celui des vaches, brebis, chèvres. Nous avons alors considéré que 1 bovin = 1 UGH (et non une UGB, Unité Gros Bétail, qui aurait nécessité de disposer du nombre de vaches, génisses...), 1 ovin = 1 caprin = 0.15 UGH.

moyenne). L'élevage caprin est celui qui est réputé le plus traditionnel, le plus rustique et le plus pastoral, sauf dans les régions françaises où il connaît une certaine forme d'intensification.

On notera également les très petites tailles des ateliers, toutes espèces confondues, dans les Abruzzes et dans l'Entre Douro e Minho, qui sont certainement à rapprocher, d'une part de l'existence d'exploitations associant plusieurs de ces productions, avec des tailles modestes et, d'autre part, des évolutions des effectifs totaux dans ces deux régions, où il y a multiplication d'abandons de troupes de très faible dimension.

L'âge des éleveurs

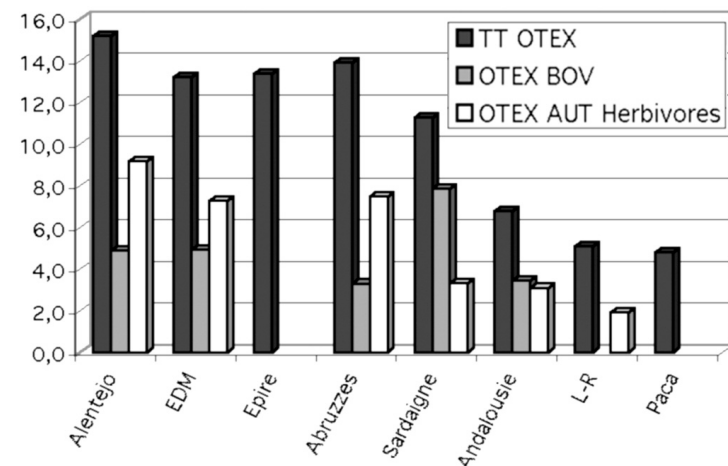
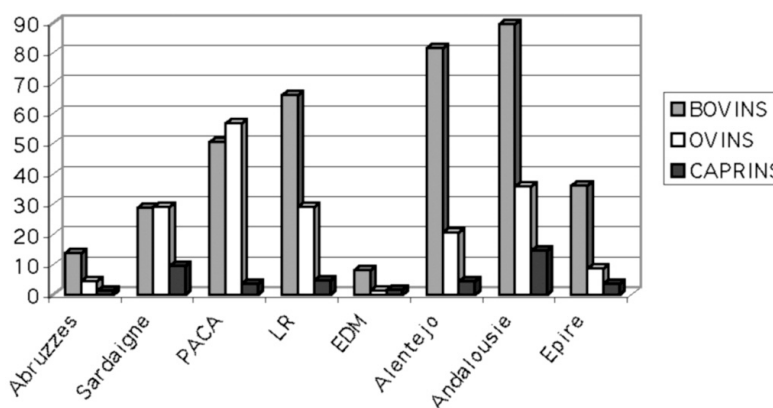
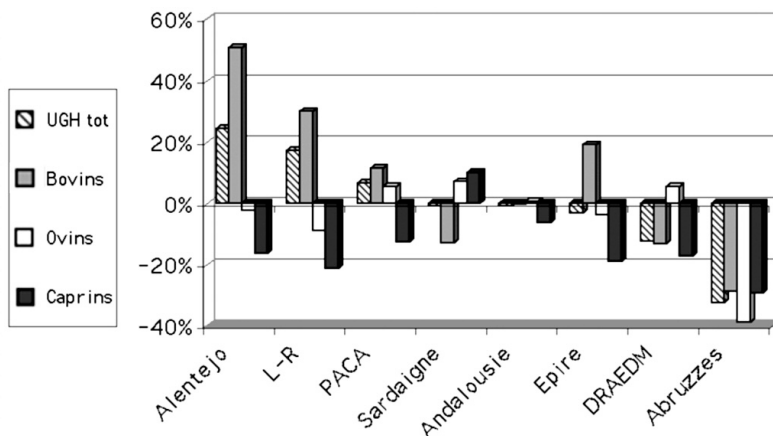
On peut noter d'abord le très fort taux des plus de 55 ans par rapport aux moins de 35 ans : pour le Portugal, les Abruzzes, l'Épire, et la Sardaigne, il y a, toutes exploitations confondues, plus de 10 fois plus d'anciens que de jeunes ! Font exception l'Andalousie (7 fois) et surtout Languedoc-Roussillon et PACA (5 fois). Ensuite, par rapport aux autres productions agricoles, la relative plus grande jeunesse des OTEX¹ bovines (Alentejo, EDM, Abruzzes, Andalousie), et "autres herbivores" (Cf. Fig. 12).

Globalement néanmoins la question du renouvellement des exploitations se pose de façon aiguë. D'autant plus que, dans beaucoup de régions, dans les zones de montagne et les secteurs d'arrière-pays qui ont du mal à créer ou initier seuls leur propre dynamique, un sentiment de « marginalisation » (vie rurale ralentie, rareté des services, etc.) vient s'ajouter aux conditions de travail souvent peu modernisées de l'élevage pastoral. Pour les repreneurs potentiels, la tentation est alors grande de partir s'installer dans des secteurs plus favorables ou hors agriculture.

Il y a là un enjeu fort pour l'avenir territorial (dans toutes ses composantes) des régions Pastomed.

Les exploitations-types, première approche technico-économique inter-régionale

Pour aller plus loin dans l'étude des systèmes d'élevage des différentes régions, une comparaison entre les différents types d'exploitation pour les filières ovines,



bovines et caprines a été réalisée (les détails de cette analyse sont disponibles dans les documents complets de Pastomed).

L'ensemble des données issues de cette analyse montre bien une diversité des modes de prise en compte de l'agri-environnement dans les différents pays et les différentes régions et une diversité des équilibres entre objectifs de filière et objectifs de territoire.

Elles questionnent aussi sur les équilibres entre niveaux de productivité zootechnique (nombre d'agneaux ou litres de lait / tête, poids moyen des agneaux ou des bovins produits...) et niveau de stratégie pastorale, en particulier dans une optique de maîtrise des

De haut en bas :

Fig. 10 : Evolution des effectifs en UGH par espèces entre 1990 et 2000

Fig. 11 : Taille moyenne (en UGH) des ateliers d'élevage suivant les espèces

Fig. 12 : Ratio des âges des chefs d'exploitations + de 55 ans / - de 35 ans suivant les OTEX

coûts de production. Excepté les situations de systèmes extensifs complets (exemples de l'ovin viande de l'Alentejo, le caprin d'Épire, le bovin viande de l'Entre Douro e Minho), il y a souvent des combinaisons de séquences dites extensives (souvent pastorales) et intensives (prairies, stocks, concentrés) : conduite des brebis sur parcours, mais finition des agneaux en bergerie, en PACA et L-R, importante période de stabulation et de distribution en bovin viande dans les Abruzzes, etc. Et c'est souvent ces combinaisons qu'il s'agit d'optimiser.

L'importance de la productivité brute du travail (nombre d'UGB/UTA) n'est plus à démontrer et une forte productivité caractérise souvent des systèmes relativement extensifs à l'animal (voir le cas bovin de l'Alentejo, le caprin d'Épire). D'autres systèmes ont une productivité relativement faible, mais cela peut être compensé par les recettes totales par UGB élevée. Reste à préciser le volume et le type de travail que recouvre ce concept d'UTA : certainement très différents en fonction des tâches à remplir (garder / changer le troupeau de parc / distribuer du foin ; produire des animaux légers et les vendre à un intermédiaire / traire, fabriquer le fromage et le vendre en direct, etc.), lesquelles sont très dépendantes des équipements disponibles et sont parfois vues comme très contraignantes et guère attractives.

Les écarts de valorisation des produits sont également manifestes : opposition classique entre types de produits : produits identifiés et marchés spécifiques (voir prix de

l'agneau des Abruzzes, du « rosé des Pyrénées... » et produits « standard » (agneaux sardes ou de l'Andalousie), mais aussi suivant le niveau de transformation et le type de circuit (notamment pour le lait et le fromage de chèvre).

Ces questions, non exhaustives, passent le relais à autant de chantiers susceptibles d'apporter des solutions et des appuis aux systèmes d'élevage pastoraux de l'Europe de la Méditerranée et à leur avenir.

Enjeux et perspectives

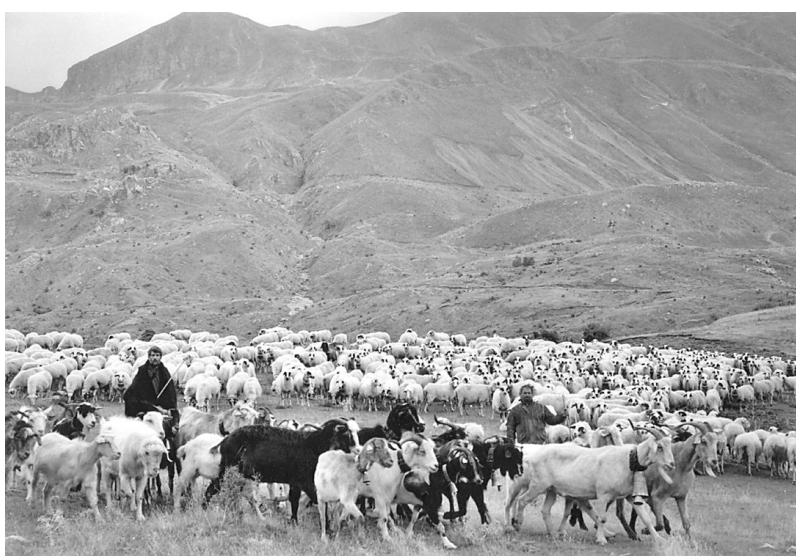
Certains des problèmes, constats et enjeux repérés sont communs à l'ensemble des régions Pastomed et constituent des axes forts de travail ou d'échanges pour le futur. D'autres sont plus spécifiques à des groupes de régions et illustrent la diversité des situations et les divergences dans les approches actuelles en matière d'agriculture et d'élevage pastoral en particulier, de la part notamment des pouvoirs publics à quelque niveau que ce soit. Ces approches sont bien sûr évolutives, et les réflexions conduites au sein de Pastomed peuvent participer à ces évolutions.

L'économie de la production et le premier pilier de la PAC

Toutes les régions s'accordent pour donner la priorité à l'activité de production : c'est la fonction prioritaire des élevages, pastoraux ou pas. Sur ce thème, de nombreuses régions mettent en avant le mode de distribution et le montant des primes du premier pilier de la PAC de 1992 qui a avantagé certaines spéculations (céréales dans l'Entre Douro e Minho, bovins viande partout...), a permis la modernisation de certains systèmes au détriment d'autres ou au contraire a bloqué certaines situations (Cf. encadré page suivante). Les considérations concernant les choix en matière de niveaux de couplage des aides de la nouvelle PAC illustrent des divergences notables.

A noter toujours par rapport à l'économie productive des exploitations, la dynamique bovin viande qui s'est fortement exprimée dans certaines régions, grâce, entre autres à ses niveaux de soutien (dans nos exploitations types, près de 300 euros de moyenne par équivalent vache pour le premier pilier, contre 28 euros par brebis).

Photo 1 :
Pastoralisme
dans l'Épire (Grèce)
Photo Ioannis Dekolis /
Association des éleveurs.



Second pilier : MAE, indemnités de handicap

Les exploitations-types illustrent bien la diversité du positionnement des exploitations pastorales par rapport au second pilier de la PAC et au développement rural. Positionnement relativement offensif de la part de la France et plus timide, sinon quasi inexistant du côté de certains partenaires. Cela en relation bien sûr avec la capacité de mobilisation de la profession, avec le poids des divers lobbies (agricoles, environnementalistes...), avec le rôle et les attentes des pouvoirs publics, nationaux, régionaux ou locaux ... et avec la volonté des éleveurs eux-mêmes de s'engager dans certains contrats.

Au travers en particulier des échanges Pastomed, l'émergence de questions sur le développement rural et le souhait de conforter la mobilisation possible de l'élevage pastoral sur le second pilier deviennent manifestes. Dans ce contexte, le rôle environnemental des systèmes pastoraux peut-il se développer ? Si les positions extrêmes du débat (certains se positionnant exclusivement sur la compétitivité des entreprises agricoles, d'autres sur le développement rural) restent parfois très éloignées, des solutions plus équilibrées sont certainement possibles. Et, pour les régions débutantes dans l'agri-environnement, la DFCI peut être une clé d'entrée plus facile à saisir que les préoccupations de biodiversité et de paysage, en particulier dans des situations où les exclusions d'élevage sont fréquentes au motif de conservation.

Qualité et identification des produits

Les aides européennes du second pilier concernant la qualité ont permis, notamment en France (liens entre accès à certaines aides et intégration dans une démarche de signe de qualité en PACA par exemple), de consolider certaines politiques de filière, et contribué à l'organisation collective de la mise en marché, y compris dans des zones difficiles ou coûteuses d'accès.

Sur le plan des démarcations, excepté les régions pour lesquelles le choix d'une dominante de produits standard voire non finis n'est pour l'heure guère remis en cause (comme en Andalousie : lait de chèvres exporté vers d'autres régions, agneaux maigres à engraisser ailleurs...), ou celles

qui disposent de produits dont l'identification, plus ou moins localisée, est déjà suffisamment assise (comme l'Epire pour la feta), une meilleure identification / territorialisation des productions est fréquemment évoquée comme une des solutions à l'obtention de valeur ajoutée et au maintien de l'élevage pastoral.

Une piste inspirée de celle liée à la qualité spécifique « montagne » est souvent suggérée. Des mises en relation entre produit et pratiques ou cultures pastorales sont déjà à

Le pastoralisme méditerranéen et la politique agricole commune

Dans la définition de son **premier pilier**, depuis la réforme de 2003, la Politique agricole commune a institué la règle fondamentale du découplage entre les soutiens économiques à l'agriculture et les activités de production. Dans le secteur de l'élevage et notamment de l'élevage pastoral méditerranéen, les modalités présentes de son application sont diverses selon les Etats et les régions Pastomed ; certains ont fait le choix du découplage total, tandis que d'autres ont retenu un découplage partiel, variable selon les dispositifs de soutien considérés. De nouvelles discussions doivent s'engager au niveau européen pour fixer les règles d'application du découplage dans la perspective de la période 2008-2013.

Ces débats et les décisions qui en découlent concernent l'ensemble du secteur agricole, à l'échelle de l'Union européenne et de ses Etats membres. Dans un champ aussi vaste, l'élevage pastoral méditerranéen ne sera guère en mesure de faire valoir son propre point de vue, pas plus que d'orienter quelque peu les décisions qui le concerneront, en raison de son poids économique et social relativement marginal. Il ne pourra donc que prendre acte des règles qui seront fixées, pour tenter de s'y adapter au mieux.

Le **second pilier**, en revanche, offre des possibilités d'intervention diversifiées et complémentaires :

– dans l'axe 1 du Règlement de développement rural pour l'innovation et l'investissement de modernisation : mise en œuvre de programmes pluriannuels de démonstration et de diffusion des connaissances et des techniques ; soutien aux investissements de modernisation des exploitations (équipements de production, débroussaillages d'ouverture, pose de clôtures, installations d'abreuvoirs, logement des bergers et des troupeaux) ; appui à l'investissement dans les équipements de transformation et de commercialisation (mise au point de nouveaux produits, procédés et technologies).

– dans l'axe 2, pour la compensation des handicaps naturels et les politiques volontaristes d'agro-environnement appliquées à la gestion des espaces naturels par la voie pastorale : projets agro-environnementaux permettant le paiement des prestations de l'élevage pastoral pour la gestion et la protection des espaces naturels ;

– dans l'axe 3, pour la mise en valeur patrimoniale de espaces pastoraux et la diversification des exploitations vers des activités non agricoles : études de diagnostic, d'aménagement des territoires pastoraux (en associant enjeux écologique, forestier, touristique, cynégétique...) ; création et amélioration des équipements pastoraux ; signalétique d'information et de sensibilisation du public, notamment touristique ; manifestations de découverte des activités pastorales à destination du grand public citadin ; dispositif d'aides aux éleveurs pour la protection des troupeaux contre les grands prédateurs.

D'autre part, l'axe 3 élargit le champ des interventions auprès des exploitations, en leur apportant un soutien à la diversification vers des activités non agricoles (accueil touristique...).

l'œuvre dans des régions Pastomed : exemples de l'agneau de Sisteron, des fromages de chèvres "Pélardon" et "Banon", des fromages élaborés dans les parcs des Abruzzes...

Cela suppose cependant des efforts d'organisation et de pilotage collectifs, la caractérisation de spécificités, la reconquête d'image parfois (voir la production sarde de Pecorino vue comme intensive et industrielle), des positionnements adaptés sur le marché et ... le maintien d'élevages en zones pastorales et donc la recherche d'une alternative aux délocalisations vers les zones et les systèmes intensifs.

Si les contraintes sont fortes (fréquente faible densité des adhérents des coopératives pour les circuits longs, fragilité des maillons intermédiaires, saisonnalité des productions...), des atouts existent en particulier dans des situations où des vastes bassins de consommation sont à portée, où le tourisme rural est important, où des circuits courts peuvent être mobilisés (voir des exemples pour le fromage de chèvres, même en Andalousie), notamment en complément d'agritourisme (Abruzzes, sud de la France...). Mais cela suppose aussi des démarches « qualité » spécifiques, et souvent de l'organisation à petite échelle (outils collectifs de transformation, de commercialisation, etc.).

A noter que dans le cadre du Développement rural 2000-2006, certaines régions ont mis l'accent sur les mesures concernant l'agriculture biologique. C'est par exemple le cas en Andalousie et en Sardaigne. Mais le succès en élevage est très modeste, probablement entre autres pour des questions d'insuffisance de taille du marché et de faiblesse de la valeur ajoutée supplémentaire obtenue, et de disponibilités ou de coûts des aliments « bio » nécessaires.

Renouvellement générationnel, conditions de vie, image du métier

Contenues dans la plupart des Programmes de développement rural nationaux ou régionaux 2000-2006, les mesures en faveur de la restructuration et de la compétitivité des exploitations (pré-retraite et installation des jeunes, aides aux investissements, soutien aux produits de qualité...) ont connu des fortunes diverses alors que le problème est un des plus aigus compte-tenu de la pyramide des âges des exploitants agri-

coles dans les régions Pastomed, en particulier dans leurs zones à dominante pastorale.

En lien avec le point précédent, toutes les régions souhaitent une revalorisation de l'image du métier de berger et d'éleveur pastoral, image fréquemment mise à mal par le poids des visions « passéistes ».

Certes l'aspect traditionnel voire romantique du pastoralisme joue un rôle parfois positif (Cf. aspects culturels qui s'y rattachent : fêtes, musées, manifestations diverses, cf. aussi la réputation « naturelle » des produits qui en sont issus). Il n'en demeure pas moins que l'élevage pastoral est souvent vu comme une survivance, sinon comme un secteur en voie d'extinction, comme l'est la transhumance dans nombre de régions, et une activité peu attractive pour les jeunes générations.

Cela questionne bien sûr sur la communication qui est faite sur ce secteur et sur les figures « imposées » correspondantes, mais aussi sur les conditions de vie et de travail qui s'y rattachent. Ainsi entre autres :

- le statut foncier de beaucoup d'espaces utilisés, sans sécurité et sans possibilité de contrat ;

- le gardiennage quotidien, sur tous types de milieux, en toutes saisons et sur des périodes qui peuvent concerner l'année entière (d'où l'emploi assez fréquent de bergers salariés « extra-communautaires » dans certaines régions),

ne militent guère en faveur d'une vision positive.

Il y a là entre autres des avancées en matière de rapport au foncier et d'organisation individuelle ou collective, en matière d'aménagement de l'espace et d'équipements (de parcs clôturés par exemple), et en matière de productivité et de nature du travail qui doivent être développées.

Plus globalement, l'image du métier dépendra fortement de l'économie et de la nécessaire (poursuite de la) modernisation des exploitations pastorales. Sinon le risque est grand que, dans certaines régions, le pastoralisme ne soit de plus en plus souvent qu'un des moyens d'attente de la retraite de la part d'éleveurs âgés ou un des modes d'installation (obligatoire et subi) de néoruraux sans capital, sous contraintes foncières et prêts à accepter des conditions de travail très exigeantes, faute de mieux.

C'est un enjeu d'autant plus important que les pyramides des âges des éleveurs mon-

trent la nécessité d'une relève nombreuse.

Les opérations locales agri-environnementales telles qu'elles ont été initiées et conduites en France sont un exemple des dynamiques et des évolutions possibles : sur le plan du foncier et de sa mobilisation, sur le plan économique des compléments de primes, sur le plan des fonctions assignées et reconnues à l'élevage pastoral (voir les actions de DFCI) et donc sur le plan de la légitimité et de la reconnaissance sociales du métier. Et les exemples de coordination entre collectivités territoriales, forestiers, environnementalistes, usagers de l'espace et éleveurs témoignent de la réalité de la prise en compte de ces fonctions. A condition qu'elles soient réalisées dans le cadre d'un projet de production cohérent, en évitant la « chasse aux primes » et l'image « d'éleveur pastoral assisté » que craignent beaucoup de partenaires Pastomed.

Ce qui renvoie à la nécessaire reconnaissance de la légitimité de certaines rémunérations.

Développement local

La question du pastoralisme ne peut ainsi être déconnectée de celle du développement local.

Dans quasiment toutes les régions Pastomed, il est reconnu qu'une partie des problèmes de cet élevage tire son origine des problèmes sociaux, fonciers, structurels... des zones (souvent d'arrière-pays) concernées. Avec un environnement social et des conditions de vie qui sont souvent perçus négativement, et avec des risques de déprise et de désertification des secteurs les plus « difficiles » plus (comme en Epire ou en Sardaigne) ou moins (comme en PACA ou dans les Abruzzes) aigus.

C'est alors aux Pouvoirs Publics à tous les niveaux (Europe, Etats, Régions et collectivités territoriales) de se positionner sur leurs attentes vis-à-vis de l'élevage pastoral dans un contexte où ce dernier présente beaucoup d'atouts.

Des systèmes pastoraux modernisés

Plusieurs régions évoquent ainsi la piste de systèmes modernisés multifonctionnels, pouvant allier production de qualité, diversification, agritourisme, rôle environnemental... comme piste dominante (dans la zone

des parcs des Abruzzes par exemple ou dans l'Entre Douro e Minho) ou comme piste complémentaire de celle plus classique des systèmes d'élevage spécialisés de grande dimension et plus ou moins intensifs (Epire, Andalousie, Sardaigne, Alentejo...).

Le poids des espaces à forte valeur environnementale dans toutes les régions représentée, sur tous ces points, un avantage fort. Et des exemples en ce sens existent.

Cela suppose cependant un investissement important sur les questions :

- de valeur ajoutée, au moyen en particulier de la confirmation ou de la recherche de produits, de marchés, de circuits spécifiques, voire au travers de projets de diversification,
- de coût de production : quelles marges de progrès, quelles articulations optimisées entre séquences extensives et séquences intensives dans les élevages pastoraux,
- de productivité du travail : équilibres entre effectifs par unité de travail et productivité zootechnique, niveaux et types d'équipements, organisation de la main d'œuvre, etc.
- de mise en cohérence entre objectifs de filière et objectifs de territoire,
- etc..

Cela suppose aussi la continuation des efforts actuels en matière d'expérimentation et d'innovation, à différentes échelles (parcelle, troupeau, exploitation, territoire, filière...) et sur différents domaines (du technique à l'organisationnel) ; en matière d'appui (aux éleveurs mais aussi aux organisations économiques) ; en matière aussi de formation.

Et cela nécessite le plus souvent des mobilisations collectives et de nouveaux partenariats, que ce soit entre autres pour asseoir un produit, gérer des espaces pastoraux communs, ou encore participer à des projets plus spécifiquement ruraux (dans le cadre des programmes Leader par exemple).

Avec la conviction qu'en Méditerranée, les systèmes pastoraux, au travers de leurs pratiques de production, de leurs produits et des externalités positives qu'ils génèrent, même si ces dernières ne sont pas reconnues aujourd'hui (de la même façon) partout, demeure plus que jamais une des réponses aux questions de développement durable.

Les structures régionales coordinatrices du programme

- INIAP-EZN pour l'Alentejo,
- Direction Régionale de l'Agriculture pour l'Entre Douro et Minho,
- Patronato Rodriguez Penalva pour l'Andalousie,
- ARSSA pour les Abruzzes,
- CNR-ISPAAM pour la Sardaigne,
- Aristotelio Panepistimio pour l'Epire,
- SUAMME pour le Languedoc-Roussillon,
- Maison régionale de l'élevage pour PACA

Edmond
TCHAKERIAN
Institut de l'élevage
Sup Agro
2 place Viala
34060 Montpellier
Cedex 1
Tél. : 04 99 61 21 92
Mél :
Edmond.Tchakerian@
inst-elevage.asso.fr

Résumé

Dans le cadre du programme Pastomed (Interreg III C), via des échanges d'informations et l'amorce de la constitution d'une base de données statistiques et technico-économiques commune, huit régions de l'Europe méditerranéenne (Epire, Abruzzes, Sardaigne, Andalousie, Alentejo, Entre Douro e Minho, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon) ont travaillé à mutualiser leurs connaissances sur les caractéristiques et les enjeux de leurs systèmes d'élevage pastoral respectifs. Cela a permis de mettre en évidence la diversité des contextes régionaux, des options réglementaires, des types et structures d'exploitation et des types de productions. Diversité importante aussi dans les composantes du résultat économique des élevages, approchée par la comparaison d'un certain nombre d'exploitations -types. Entre autres, la variabilité du poste relatif au second pilier de la PAC constitue une bonne illustration des différences dans les positionnements régionaux par rapport aux rôles attendus des élevages. Il n'en demeure pas moins que nombre de questions sur l'avenir du pastoralisme sont relativement proches : optimisation des systèmes techniques, conditions de travail, valorisation des produits, image du métier... Avec des incertitudes et des atouts qu'il semble possible de pouvoir partager, en s'appuyant notamment sur une synergie entre filières et territoires.

Summary

Pastoralism around the Mediterranean : present status and perspectives for the eight Mediterranean regions

Working within the Pastomed (Interreg III C) framework and on the basis of exchange of information as well as initiatives to set up a shared statistical and technico-economic database, eight regions of Europe's Mediterranean Rim (Epirus, Abruzzi, Sardinia, Andalusia, Alentejo, Entre Douro e Minho, Provence-Alpes-Côte d'Azur and Languedoc-Roussillon) have been working together to pool their knowledge of the characteristic features and challenges of their respective pastoral husbandry systems. These efforts have enabled those involved to highlight the diversity of regional contexts, options in regulations, types of farming and their structure, and types of production. Diversity exists, too, in the component features making up the economic results of the livestock holdings, a diversity revealed through comparison of a number of type-holdings. A good illustration of this is the variability of the heading related to the 2nd pillar of the CAP which throws light on how the regions involved have taken different stances about what to expect from animal husbandry. Despite the foregoing remarks, many of the issues concerning the future of pastoralism are quite closely connected : optimising technical systems, working conditions, getting the best value out of the products, the image of the profession. Sharing the uncertainties as well as the strong points seems possible, notably in view of the synergy between professional sectors and regional and local authorities.

Riassunto

Pastoralismo mediterraneo : stato dei luoghi e prospettive per otto regioni mediterranee Bilancio di una delle componenti del programma europeo Pastomed

Nel ambito del programma Pastomed (interreg III C), via scambi di informazioni e l'avvio della costituzione di una base di dati statistici e tecnico-economici comune, 8 regioni dell'Europa mediterranea (Epiro, Abruzzo, Sardegna, Andalusia, Alentejo, Entre Douro e Minho, Provenza, Alpi, Costa Azzurra e Languadocca-Rossiglione) hanno lavorato per mutualizzare le loro conoscenze sulle caratteristiche e le poste dei loro sistemi di allevamento pastorale rispettivi. Questo ha permesso di mettere in evidenza la diversità dei contesti regionali, delle opzioni regolamentari, dei tipi e strutture delle imprese e dei tipi di produzioni. Diversità importante anche nelle componenti del risultato economico delle imprese di allevamento, approssimata dal confronto di un certo numero di imprese-tipe. Tra gli altri, la variabilità del posto relativo al secondo pilastro della PAC costituisce una buona illustrazione delle differenze nei posizionamenti regionali rispetto ai ruoli aspettati dagli allevamenti. Rimane che il numero di questioni sull'avvenire del pastoralismo sono relativamente vicine : ottimizzazione dei sistemi tecnici, condizioni di lavoro, valorizzazione dei prodotti, rappresentazione del mestiere. Con incertezze e buone carte che pare possibile di potere condividere, appoggiandosi particolarmente su una sinergia tra le trafilie e i territori.